

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 319/04

AMR 34/020/2004 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**GUATÉMALA**

**les membres de la famille de Héctor Reyes Pérez  
ainsi que les ouvriers agricoles de la plantation de Finca Nueva Linda**

Londres, le 23 novembre 2004

Des agents de sécurité ont chassé des ouvriers agricoles mécontents qui occupaient la plantation de Finca Nueva Linda, située dans le sud-ouest du Guatemala. Amnesty International est vivement inquiète pour la sécurité des personnes expulsées car les vigiles auraient entamé des recherches dans la région afin de retrouver les meneurs.

Le 21 novembre, des agents de sécurité se seraient rendus dans la plantation ; ils auraient tiré des coups de feu en l'air et chassé environ 150 personnes. Des membres de la *Policía Nacional Civil* (PNC, police nationale civile) se trouvaient à proximité, semble-t-il, au moment des faits, mais ils ne sont pas intervenus. Les vigiles auraient tenté de se saisir du fils de Héctor Reyes Pérez, responsable communautaire et administrateur de la plantation dont on est sans nouvelles depuis le 5 septembre 2003, mais il a réussi à leur échapper.

L'avocat du propriétaire de la plantation a indiqué que les paysans avaient été expulsés sans recours à la violence. Or, au moment où l'intervention des agents de sécurité touchait à sa fin, des membres de *Plataforma Agraria* (Plateforme agraire, fédération d'organisations intervenant dans les conflits fonciers) se sont rendus à Finca Nueva Linda pour s'entretenir avec les ouvriers agricoles et ont entendu des coups de feu provenant de la plantation. D'après eux, les ouvriers se sont enfuis parce qu'ils craignaient pour leur vie. Les familles expulsées se sont réfugiées dans des maisons situées près de la plantation.

Les conclusions de l'enquête menée par la police sur la disparition de Héctor Reyes Pérez, le 5 septembre 2003, désignent le propriétaire et le responsable de la sécurité de la plantation comme principaux suspects dans cette affaire. Or, à ce jour, le *Fiscal Regional* (procureur du district) n'a toujours pas engagé de poursuites contre ces personnes. En signe de protestation, quelque 200 ouvriers agricoles des localités environnantes ont décidé, en octobre 2003, d'occuper une partie de la plantation de Finca Nueva Linda. Le 31 août 2004, ils ont été chassés *manu militari* par un millier de policiers. À cette occasion, huit ouvriers agricoles (dont une femme enceinte et trois mineurs) et quatre policiers ont été tués, un grand nombre de personnes blessées et environ 300 foyers détruits. Jusqu'ici, aucun policier n'a été mis en cause pour faute commise dans l'exercice de ses fonctions ou pour recours excessif à la force. C'est notamment pour cette raison que les ouvriers ont une nouvelle fois décidé d'occuper la plantation, le 28 octobre dernier. En agissant de la sorte, ils cherchaient également à obtenir réparation pour les préjudices qu'ils avaient subis, ainsi qu'à attirer l'attention sur le fait que l'enquête sur la disparition de Héctor Reyes Pérez piétinait.

Il semble que le gouvernement du président Oscar Berger, aux affaires depuis janvier 2004, ait officiellement adopté une politique consistant à expulser les familles des exploitations agricoles pour résoudre les conflits fonciers persistants au Guatemala : au cours des huit premiers mois de son mandat, on a dénombré 36 cas d'expulsions massives, la plupart de ces opérations ayant été marquées par un recours excessif à la force de la part des policiers. La majorité des familles chassées protestaient contre des licenciements abusifs ou étaient impliquées dans des conflits fonciers.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

– dites-vous préoccupé par la sécurité des membres de la famille de Héctor Reyes Pérez et des ouvriers agricoles expulsés de la plantation de Finca Nueva Linda le 21 novembre dernier ;

– demandez instamment que soient ouvertes dans les meilleurs délais des investigations détaillées et impartiales sur les violences qui auraient marqué ces expulsions forcées et sur l'attitude de la police, qui se serait gardée d'intervenir ;

– appelez les autorités à diligenter une enquête sur les informations indiquant que la police aurait fait un usage abusif de la force lors des expulsions du 31 août 2004 ;

– demandez instamment que soit rapidement menée une enquête exhaustive et impartiale sur la disparition de Héctor Reyes Pérez, qui semble avoir été victime d'un enlèvement, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice.

**APPELS À :**

**Président de la République du Guatemala :**

Presidente de la República de Guatemala  
Licenciado Oscar Berger Perdomo  
Casa Presidencial, 6 a. Avenida  
4-18 zona 1  
Ciudad de Guatemala  
Guatemala

**Fax :** +502 2221 4423 / 2239-0090

**Formule d'appel :** *Excelentísimo Sr. Presidente,* / Monsieur le Président,

**Procureur général chapeautant le ministère public :**

Fiscal General de la República y jefe del Ministerio Público  
Juan Luis Florido  
8a. Avenida 10-67, Zona 1, Antiguo Edificio del Banco de los Trabajadores,  
Ciudad de Guatemala  
Guatemala

**Fax :** +502 2251 2218

**Formule d'appel :** *Estimado Fiscal General,* / Monsieur le Procureur général,

**Ministre de l'Intérieur :**

Ministro de Gobernación  
Carlos Vielman  
6a. Avenida 4-64, Zona 4, nivel 3  
Ciudad de Guatemala  
Guatemala

**Fax :** +502 2362 0237

**Courriers électroniques :** [ministro@mingob.gob.gt](mailto:ministro@mingob.gob.gt)

**Formule d'appel :** *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Directeur de la police nationale civile :**

Director General de la Policía Nacional Civil  
Comisario General Gustavo Adolfo Dubon  
6ª Avenida 13-71, Zona 1, 1er nivel  
Ciudad de Guatemala, Guatemala

**Fax :** +502 2232 0224 (si une personne décroche, veuillez dire : « *el tono de fax, por favor* »)

**Courriers électroniques :** [pnc@pnc.gob.gt](mailto:pnc@pnc.gob.gt)

**Journal :**

Diario Prensa Libre  
13 Calle 9-31, Zona I  
Ciudad de Guatemala 01001  
Guatemala

**Fax :** +502 2251 8768

**Organisation Plateforme agraire :**

Plataforma Agraria  
6ª Avda. 2-30, Zona 1  
Guatemala City  
Guatemala

**Fax :** +502 2232 5841

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 4 JANVIER 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*